

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Évry-Courcouronnes Cedex

Évry-Courcouronnes, le 03/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RHONE ALPES ARGENT**

ZAC la Marinière  
20 rue Gutenberg  
91070 Bondoufle

Références : D2024-  
Code AIOT : 0006509890

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2024 dans l'établissement RHONE ALPES ARGENT implanté 20, rue Gutenberg ZAC la Marinière 91070 Bondoufle. L'inspection a été annoncée le 30/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHONE ALPES ARGENT
- 20, rue Gutenberg ZAC la Marinière 91070 Bondoufle
- Code AIOT : 0006509890
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site de la société Rhône Alpes Argent de Bondoufle concernent la collecte, le tri et le transit des déchets suivants : radiographies RX, bains de traitement photographique et déchets d'équipements électriques et électroniques.



Les déchets liquides sont ensuite traités par Tredis Salaise et les déchets de radiographies par le site Rhône Alpes Argent situé en Isère.

La visite du bâtiment de stockage des déchets a été réalisée lors de cette inspection.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



| N° | Point de contrôle                                              | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | SITUATION ADMINISTRATIVE                                       | Décret du 13/04/2010, Annexe                              | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 3  | DUREE STOCKAGE FUS                                             | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, T4 9°)                  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 4  | OBTURATEUR                                                     | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. I – Article 3.2   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 5  | RETENTIONS                                                     | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. I – Article 7.1.1 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 6  | ZONES DE DANGERS                                               | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 1.3   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 7  | INSTALLATIONS ELECTRIQUES                                      | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 2.3   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 8  | MOYENS D'INTERVENTION                                          | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 7.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 9  | DETECTION                                                      | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 7.1.2 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 10 | DESENFUMAGE                                                    | Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 2.2   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 12 | PLAN DE DEFENSE INCENDIE                                       | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Article 5               | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 13 | MAITRISE DES SINISTRES (EXERCICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE) | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Article 6               | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 14 | MAITRISE DES SINISTRES (INFORMATION ET FORMATION DU PERSONNEL) | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Article 6               | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                                  | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | ACTIVITE /<br>SITUATION<br>ADMINISTRATIVE<br>DE<br>L'ETABLISSEMENT | Arrêté Préfectoral du<br>30/09/2004, T2 Art. 2              | Sans objet        |
| 11 | RESERVE DE<br>SECURITE                                             | Arrêté Préfectoral du<br>30/09/2004, Chap. V – Art. 7.1.3   | Sans objet        |
| 15 | PREVENTION DU<br>RISQUE INCENDIE                                   | Arrêté Ministériel du 22/12/2023,<br>Articles 3, 4, 9 et 10 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que le site ne possède ni plan des zones de dangers ni détection associée à ces zones, que le site n'est pas équipé d'obturateur de réseaux, que les déchets liquides de bains n'étaient pas stockés sur rétention lors de la visite et que les installations électriques présentaient des défauts non traités, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète une mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Décret du 13/04/2010, Annexe                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Rubrique 2790 :<br>Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795<br><br>Traitement de déchets dangereux : A                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>Les explications sur le process de traitement réalisé sur place sur les déchets de bains fixateurs (traitement de l'argent) n'ont pu être fournies le jour de l'inspection.                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les éléments descriptifs du traitement réalisé sur les déchets de bains fixateurs (fonctionnement, capacité de traitement...) et se positionner par rapport à la rubrique 2790. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                       |



**N° 2 : ACTIVITE / SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, T2 Art. 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.<br>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| <b>Constats :</b><br><br>La quantité de déchets industriels (dangereux et non dangereux) réceptionnés par l'installation au titre de l'année 2023 est de 85,5 T réparties de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- 12T de bains de développement aqueux contenant un activateur, bains de fixation, déchets contenant de l'argent provenant du traitement in situ des déchets photographiques ;</li><li>- 69T de films RX mélangés ;</li><li>- 4,5T de D3E.</li></ul> Rhône Alpes Argent respecte donc la capacité indiquée dans son arrêté préfectoral d'autorisation (1356 T/an).                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 3 : DUREE STOCKAGE FUTS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, T4 9°)                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours.<br>[...]                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Le dernier enlèvement de déchets de bains a eu lieu en 09/2022. Le prochain enlèvement est prévu le 05/07/2024.                                                                                                                                                            |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection des installations classées que les jerricans de déchets liquides entrants sont déconditionnés (vidés dans les cuves) dans un délai maximum de 90 jours après réception. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                       |



|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                 |

#### N° 4 : OBTURATEUR

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. I – Article 3.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] <p>Les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande afin de réduire les temps d'intervention. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Aucun moyen d'obturation des réseaux n'a pu être présenté lors de l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit mettre en place des moyens d'obturation des réseaux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 5 : RETENTIONS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. I – Article 7.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50% de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> [...] <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> |



|                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                          |
| Lors de la visite de l'atelier, les jerricans de déchets liquides de bains n'étaient pas sur rétention.                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                           |
| L'exploitant devra placer les déchets liquides susceptibles de créer une pollution sur rétention (de capacité suffisante). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                      |

#### N° 6 : ZONES DE DANGERS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 1.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de danger est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| L'exploitant n'a pas pu présenter le plan définissant les zones pouvant présenter des risques.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| L'exploitant doit établir ce plan et le transmettre à l'inspection des installations classées. Ce plan doit permettre de répondre aux exigences du chapitre V – Article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral (cf. point de contrôle n°9 DETECTION).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |



## N° 7 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 2.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[ ...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défektivité relevée dans les délais les plus brefs. Le rapport de ce contrôle doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le rapport de la dernière vérification périodique des installations électriques (17/10/2023) a été présenté par l'exploitant. Ce rapport présente des non-conformités.                                                                                                                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit traiter les non-conformités électriques identifiées lors de la dernière vérification annuelle.                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

## N° 8 : MOYENS D'INTERVENTION

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 7.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Ces moyens se composent de : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux poteaux incendie implantés à moins de 100 mètres du site</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li></ul><br>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.<br><br>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classée, de l'exécution de ces dispositions. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'attestation de vérification annuelle d'extincteurs portatifs et mobiles (vérification réalisée le 17/07/2023) a été présentée par l'exploitant. Ce document n'appelle pas de commentaires.<br>Le rapport de vérification annuelle des poteaux incendie a également été demandé à l'exploitant mais n'a pu être présenté le jour de l'inspection. L'emplacement des poteaux incendie n'est pas connu.                                                                                                                                                            |



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la présence des deux poteaux incendie à moins de 100 mètres du site ainsi que le rapport de contrôle annuel de ces poteaux incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois**N° 9 : DETECTION****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 7.1.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels**Prescription contrôlée :**

Les zones de danger sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes de références à un plan de détection.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

**Constats :**

L'installation n'est pas équipée de détection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place de la détection. Le dimensionnement de la détection incendie devra également prendre en compte l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 (cf. point de contrôle n°15).

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois**N° 10 : DESENFUMAGE****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 2.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels**Prescription contrôlée :**

[...]

Le local doit être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des



gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout dispositif équivalent).

[...]

Ces dispositifs seront munis d'un dispositif d'ouverture automatique doublé d'une commande facilement manœuvrable depuis le sol, signalée et placée près d'une issue.

[...]

#### Constats :

Le dernier rapport de vérification des dispositifs de désenfumage a été demandé à l'exploitant qui a indiqué que la vérification et les travaux de mise en conformité (changement des vérins) étaient prévus le 15/07/2024 (présentation du bon pour accord du 11/06/2024).

L'exploitant a expliqué que la vérification annuelle n'avait pas été réalisée en 2023.

Le plan d'intervention incendie (datant de 2007) affiché dans l'entrée de la société n'est pas à jour car le plan et l'emplacement effectif de la commande de désenfumage ne correspondent pas.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le bon d'intervention dès réception des travaux ainsi que le rapport de vérification du désenfumage.

Le plan d'intervention incendie (datant de 2007) doit être mis à jour.

Il est rappelé que la vérification des exutoires de fumées doit être effectuée tous les ans et que le dispositif d'ouverture doit être automatique et manuel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 11 : RESERVE DE SECURITE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/09/2004, Chap. V – Article 7.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels

#### Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits, ou matières consommables utilisées, de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation...

#### Constats :

Une réserve de boudins absorbants a été observée dans l'atelier.

L'exploitant doit veiller à ce que le personnel ait connaissance de ce matériel, de son lieu de stockage et sache l'utiliser.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 12 : PLAN DE DEFENSE INCENDIE**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Plan de défense contre l'incendie<br>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.<br>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>A partir du 01/07/2024, l'exploitant doit disposer d'un plan de défense contre l'incendie. Ce document n'a pas pu être présenté par l'exploitant.                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit rédiger le plan de défense contre l'incendie de l'installation et le rendre disponible à l'entrée du site. Ce document doit notamment contenir l'état des matières stockées (présentant les types de déchets stockés, les quantités et la nature du risque - inflammable, toxique, dangereux pour l'environnement...).                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 13 : MAITRISE DES SINISTRES (EXERCICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Maîtrise des sinistres<br>[...]<br>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.<br>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas pu présenter le compte-rendu d'un exercice de défense contre l'incendie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra réaliser un exercice de défense contre l'incendie et transmettre le compte-rendu à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : MAITRISE DES SINISTRES (INFORMATION ET FORMATION DU PERSONNEL)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

Maîtrise des sinistres

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.

[...]

**Constats :**

A partir du 01/07/2024, l'exploitant doit informer et former son personnel sur les risques de l'installation et la conduite à tenir en cas de sinistre. Aucun enregistrement des informations et des formations n'a pu être présenté par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit informer et former son personnel sur les risques de l'installation ainsi que la conduite à tenir en cas de sinistre et transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



## N° 15 : PREVENTION DU RISQUE INCENDIE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, Articles 3, 4, 9 et 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 3 : Détection et surveillance<br>Article 4 : Rondes<br>Article 9 : îlotage et extinction automatique<br>Article 10 : Traçabilité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>A titre d'information, les articles suivants vont devenir applicables au site de Rhône Alpes Argent de Bondoufle : <ul style="list-style-type: none"><li>- Article 10 applicable au 01/01/2025</li><li>- Articles 3, 4 et 9 applicables au 01/01/2026</li></ul><br>En cas de souhait d'adaptation des prescriptions de l'article 9, les éléments justificatifs doivent être transmis par Rhône Alpes Argent au préfet dans un délai permettant l'instruction du dossier. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |



